

DÉCLARATION EN VUE D'OBTENIR UN MANDAT DE PERQUISITION

☐ article 99 C.p.p.

☐ article 40.1.0.1 Loi sur l'administration fiscale, L.R.Q., chap. A-6.002

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

District : Saint-Maurice

28 al. 1 par. 3, 4, 53, 54

Localité : La Tuque

N° de dossier : \_\_\_\_\_

Corps policier et numéro d'événement : 5175809

Les présentes constituent la déclaration de Daniel TREMBLAY

occupation : Agent de protection de la faune

qui déclare avoir des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la loi a été commise, à savoir (*infraction et référence à l'article de la loi concernée*) :

- A vendu du poisson (doré) dont la vente est interdite par règlement (C-61.1, art. 70, réf. r.7, art. 30)
- A eu en captivité des poissons appâts vivants dans une zone où leur utilisation n'est pas autorisée (C-61.1, r.7, art. 4)
- A tiré un animal autre que du gros gibier (perdre) avec une arme à feu à partir d'un véhicule (C-61.1, art. 57 al.1(2))

que les choses suivantes, à savoir (*description des choses à saisir*) :

53, 54  
-Filets de doré sous vide -Dorés -53, 54

- ☒ sont susceptibles de faire la preuve de l'infraction commise;
- ☐ dont la possession constitue une infraction;
- ☐ ont été obtenues, directement ou indirectement, par la perpétration d'une infraction;
- ☐ sont ou ont été utilisées pour la perpétration d'une infraction à une loi fiscale (art. 40.1.0.1 Loi sur l'administration fiscale)

et que ces choses se trouvent au :

53, 54 , La Tuque, résidence de Michel ANGEL et Estelle GAUVIN, 53, 54

**EXPOSER EN ANNEXE TOUS LES MOTIFS QUI FONDENT CETTE DEMANDE ET JOINDRE TOUS LES DOCUMENTS PERTINENTS, SI NÉCESSAIRE.**

Le déclarant demande l'autorisation de procéder à la perquisition :

- ☒ de nuit entre 6h00 heures et 7h00 heures
- ☐ un jour non juridique, à savoir le \_\_\_\_\_

☒ Autres modalités d'exécution :

28 al. 1 par. 3, 53, 54

EN CONSÉQUENCE, le déclarant demande qu'un mandat soit accordé pour perquisitionner l'endroit ci-dessus mentionné.

- ☒ Déclaré sous serment
- ☐ Affirmé solennellement

Original signé

\_\_\_\_\_  
Déclarant

À La Tuque, le 17 novembre 2016

Original signé

\_\_\_\_\_  
Juge

Original signé

\_\_\_\_\_  
Juge (en caractères d'imprimerie)

**CERTIFIÉ CONFORME  
À L'ORIGINAL**

Toutes les pages

**Annexe à la déclaration pour  
l'obtention d'un mandat de  
perquisition en vertu de  
l'article 99 C.p.p.**

**CANADA**

**PROVINCE DE QUÉBEC**

District : Saint-Maurice

Localité : La Tuque

No de dossier :

Corps policier : Protection de la faune

No d'événement : 5175809

**La présente constitue la déclaration de Daniel Tremblay, agent de protection de la faune du bureau de La Tuque.**

En tant qu'agent support 28 al. 1, par. 3, 4, j'ai notamment pour fonction de supporter les enquêteurs spécialisés dans le cadre de l'enquête. Je communique fréquemment avec les enquêteurs au dossier, ce qui me permet de suivre l'évolution de l'enquête et d'avoir une bonne connaissance de la preuve apportée par ces enquêteurs.

**Je déclare que les faits rapportés dans la présente annexe proviennent de renseignements dont j'ai eu connaissance et que je considère véridiques.**

**INTRODUCTION**

1. Le présent dossier origine d'une enquête 28 al. 1, par. 3, 4 menée par l'enquêteur spécialisé connu sous le nom d'agent X afin de protéger son identité pour des raisons de sécurité.
2. Les suspects impliqués contreviennent notamment à *Loi sur la conservation et mise en valeur de la faune* en commettent des infractions liées à de la vente illégale de gros gibiers et de poissons (C-61.1, art. 69 et 70).

**HISTORIQUE**

1. En janvier 2014, à Saint-Georges-de-Champlain, l'agent Leblanc remarque une affiche située devant le bar *Relais les boys* sur laquelle on peut lire : DÉGUSTATION DE VIANDE SAUVAGE MERC. 6HRS.
2. L'enquête des agents de protection de la faune démontre que ce commerce procède à ce genre d'événement à chaque deux semaines pour y attirer la clientèle. Ils y servent notamment de la saucisse de cerf de Virginie et d'original prélevés à la chasse sportive par l'un des propriétaires (Steve BOISVERT) et ses amis. M. BOISVERT procède aussi à la vente de billets (12\$ chacun) pour un souper de dorés frais qu'il pêche avec ses amis à la pourvoirie *Martin-Pêcheur* de Yamachiche, en commettant des surplus de prises.
3. En février 2014, le directeur du *Service du renseignement et du soutien aux enquêtes* confie un mandat d'enquête 28 al. 1, par. 3, 4 afin de mettre un terme aux activités illégales de ce groupe.

4. 28 al. 1, par. 3, 4

5. 28 al. 1, par. 3, 4

6. 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

7. 28 al. 1, par. 3, 4

8. 28 al. 1, par. 3, 4

9. 28 al. 1, par. 3, 4

10. Enfin, compte tenu que certains suspects sont susceptibles de se déplacer tôt le matin pour se rendre travailler, considérant aussi l'étendu du réseau d'activités illégales et l'avantage d'effectuer des perquisitions simultanées à plusieurs adresses afin d'éviter la disparition de preuves, le déclarant demande l'autorisation d'effectuer les perquisitions de nuit, soit entre 6h00 et 7h00.

#### **MOTIFS POUR LES DIFFÉRENTS OBJETS À SAISIR**

1. 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

1.1 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

**1.2** 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

**1.3** 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

**1.4** 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

**2.** 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

**2.1** 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

**2.2** 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

**3.** 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

**3.1** 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

**3.2** 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

**4.** 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

**4.1** 28 al. 1, par. 3, 4

**4.2** 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

**4.3** 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

**5.** 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

**5.1** 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

5.2 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

5.3 28 al. 1, par. 3, 4

5.4 28 al. 1, par. 3, 4

6. 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

6.1 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

7. 28 al. 1, par. 3, 4, 53, 54

CONCLUSION

1. Le déclarant a des motifs raisonnables de croire que des infractions à la Loi sur la conservation et mise en valeur de la faune ont été commises, que les choses visées par cette déclaration se trouvent au 53, 54 à La Tuque, qu’elles ont servi à commettre des infractions ou sont susceptibles de faire la preuve des infractions. En conséquence, il demande l’émission d’un mandat de perquisition en vertu de l’article 99 du *Code de procédure pénal* afin de servir au mieux l’administration de la justice.

Original signé

\_\_\_\_\_  
Daniel Tremblay

À La Tuque, le 17 novembre 2016

Original signé

\_\_\_\_\_  
Juge, Juge de paix

Original signé

\_\_\_\_\_  
Juge, Juge de paix (en caractère d'imprimerie)